



Jean-Paul Gagné

jean-paul.gagne@transcontinental.ca

## Condamnés à l'immobilisme ?

Le témoignage le plus marquant de la rencontre économique que vient de tenir le gouvernement Charest est le contenu de la page de publicité que la Fédération des médecins spécialistes du Québec a fait publier dans certains quotidiens, le 21 janvier.

On y a rappelé l'existence de 12 rapports d'étude réalisés entre 1986 et 2008 pour fournir au gouvernement des pistes de solution pour optimiser la gestion de l'appareil public (rapports Gobeil, Scowen et Facal) et de certains secteurs (Castonguay, Clair et Ménard sur la santé), sur la remise en ordre des finances publiques (Bédard) et sur la gestion de l'économie (Montmarquette et Fortin).

Or, cette liste n'est qu'un échantillon. Des douzaines d'études, de livres et d'essais ont été produits depuis 20 ans sur différentes facettes de l'économie québécoise et de la gestion de l'État, par des dizaines d'économistes et d'experts, sans compter des actes de nombreux colloques, des rapports de commissions et de groupes d'études sur tous les sujets possibles et imaginables.

Le Québec a été ausculté sous toutes ses coutures. Tout a été dit. Les classeurs sont pleins. Malgré tout, la consultation et la rédaction de mémoires et de rapports restent des industries bien vivantes.

Si presque rien ne se passe dans la façon de gérer l'État malgré la réalisation de nombreux

rapports éclairés, c'est parce que la société québécoise est bloquée : bloquée par les groupes d'intérêt qui ont les moyens et le poids électoral suffisants (pensons aux syndicats, en particulier à l'Union des producteurs agricoles) pour défendre avec force leurs acquis et leurs privilèges; bloquée aussi par le manque de courage politique des élus, qui ne perdent jamais de vue la protection de leurs appuis auprès de certaines clientèles sensibles (comme les étudiants et les jeunes familles).

Qu'auront donné la rencontre économique de la semaine dernière et les consultations prébudgétaires ? Pas grand-chose, car le gouvernement connaît déjà toutes les solutions à l'explosion des coûts des dépenses publiques en santé (ouvrir la porte au privé, comme cela se fait partout en Europe, améliorer la flexibilité dans l'organisation du travail, abattre les barrières corporatistes, imposer des frais de séjour à l'hôpital), au sous-financement des universités (accroître les droits de scolarité et l'aide aux étudiants dans le besoin), à la remise à niveau du réseau routier (instaurer des péages), à l'amélioration du bilan énergétique (accroître les tarifs résidentiels d'électricité, imposer une taxe verte sur les grosses cylindrées), à la croissance de la compétitivité (soutenir la recherche et l'innovation), à l'élimination du déficit structurel (hausser la taxe de vente dès 2010), à la création d'emplois (éliminer la taxe sur le capital, sauf pour le secteur financier, maintenir le crédit à la ré-

novation domiciliaire), à la réduction du taux de croissance de la dette (des partenariats public-privé pour les infrastructures routières), et à l'optimisation de la gestion de l'État (centralisation des achats de biens et de services, tarification des services, accroissement et indexation de certains tarifs, impartition de services au secteur privé).

L'objectif véritable des consultations du gouvernement n'était pas tant de recevoir des suggestions que de tester certaines idées auprès de certains leaders et groupes d'intérêt, de façon à éviter d'instaurer des mesures trop impopulaires dans son prochain budget. Néanmoins, même si aucun gouvernement n'aime déplaire, nous sommes assurés que ce budget ne fera pas de cadeaux, pour deux raisons : d'abord, il reste encore trois ans avant la prochaine élection, et le gouvernement aura tout le temps de rebâtir son image d'ici là; ensuite, la précarité des finances publiques requiert à la fois une réduction des dépenses de programmes et une hausse des revenus. Toutes des mesures désagréables à annoncer.

Mais, en même temps, voilà une belle occasion pour le gouvernement Charest de montrer son leadership. En prime, il recevra l'appui de nombreux observateurs, qui attendent depuis longtemps un État plus efficace et un retour à l'équilibre des finances publiques.

Certes, cela prendra du courage, car rien n'arrivera sans la volonté gouvernementale. « Le courage est la première des qualités humaines, a écrit Aristote, car elle garantit toutes les autres ». Bon courage, Messieurs Charest et Bachand ! ■

---

*Suivez le blogue de Jean-Paul Gagné,  
au [www.lesaffaires.com/jpgagne](http://www.lesaffaires.com/jpgagne)*